

**Accord national interprofessionnel**

**RETRAITE DES SALARIÉS NON CADRES**

**(15 mars 1988)**

*(Bulletin officiel n° 1988-11 bis)*

*(Etendu par arrêté du 21 juin 1988,*

*Journal officiel du 30 juin 1988)*

**AVENANT N° 104 DU 30 SEPTEMBRE 2008**

**À L'ACCORD DU 8 DÉCEMBRE 1961**

**NOR : ASET0851184M**

L'article 28 de l'annexe A à l'accord du 8 décembre 1961 est modifié comme ci-après :

Le texte constitué par les alinéas 3 à 8 du paragraphe 1<sup>er</sup> relatif aux droits des conjoints divorcés est désormais libellé comme suit :

« Le montant de l'allocation est déterminé selon les mêmes modalités que celles retenues au profit des conjoints survivants, puis affecté du rapport entre la durée du mariage dissous par le divorce et la durée d'assurance du participant décédé, au sens des articles R. 351-3 et R. 351-4 du code de la sécurité sociale, limitée à :

- 161 trimestres pour les allocations de réversion prenant effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009 ;
- 162 trimestres pour les allocations de réversion prenant effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010 ;
- 163 trimestres pour les allocations de réversion prenant effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011 ;
- 164 trimestres pour les allocations de réversion prenant effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012,

sans que ce rapport puisse excéder 1. »

Fait à Paris, le 30 septembre 2008.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

**Organisations patronales :**

MEDEF ;

CGPME ;

UPA.

**Syndicats de salariés :**

CFDT ;

CFE-CGC ;

CFTC ;

CGT-FO ;

CGT.